

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION
DES POPULATIONS

ARRETE

portant **autorisation** d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2004/4457
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 1989, au titre de l'installation classée « S.C.A.P.P. DE LE FOEIL » l'autorisant à exploiter en BOURBRIAC au lieu dit « Pen ar Roz » un élevage porcin d'une capacité maximale de 1152 porcs de plus de 30 kg (porcs à l'engrais),
- VU le récépissé de déclaration délivré le 6 janvier 2003 au titre de l'installation classée « COATANTIEC Hervé » pour la reprise de l'élevage porcin autorisé le 12 juin 1989 au nom de S.C.A.P.P. DE LE FOEIL , pour un cheptel de 1152 porcs de plus de 30 kg (porcs à l'engrais),

- VU l'arrêté préfectoral en date du 18 septembre 2003 au titre de l'installation classée « GUIGUEN Denis » l'autorisant à exploiter en HENANSAL au lieu-dit « La Plesse » un élevage porcin d'une capacité maximale de 650 pl. animaux équivalents (pl. engraissement),
- VU l'arrêté préfectoral du 31 août 1993 modifié le 25 avril 2006 au titre de l'installation classée « COTILLARD André » l'autorisant à exploiter en SAINT CARREUC au lieu-dit « Beaucroix » un élevage avicole de 50000 volailles,
- VU le récépissé de déclaration délivré le 7 juillet 2006 au titre de l'E.A.R. COTILLARD » pour la reprise de l'élevage avicole autorisé le 25 avril 2006 au nom de COTILLARD André pour un cheptel de 50000 volailles,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 18 mai 2000, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. ROUAULT Marcel » l'autorisant à exploiter en SAINT POTAN au lieu-dit 3Le Plessix Boucron » un élevage bovin de 800 veaux de boucherie,
- VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2000, modifié le 30 janvier 2008, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **E.A.R.L. LE BOUDER (Jean Luc)** », l'autorisant à exploiter en POMMERIT JAUDY au lieu-dit « Kerdourien » un élevage porcin de 5468 pl. d'animaux équivalents réparties sur 2 sites : « Kerderrien » en TROGUERY (soit 127 pl. maternité, 485 pl. gestantes-verraterie, 600 pl. post-sevrage, 1016 pl. engraissement, 32 pl. quarantaine-infirmerie); et « Kerdourien » en POMMERIT JAUDY (soit 1980 pl. post-sevrage, 2068 pl. engraissement,);
- VU la demande présentée le 7 avril 2008, modifiée le 22 avril 2009 par l'installation classée « **E.A.R.L. LE BOUDER KERDERRIEN** », sise « Ker Derrien » en TROGUERY, en vue de déclarer le changement d'appellation et la restructuration externe, (suite à la reprise de quatre exploitations : un atelier porcin autorisé le 12 juin 1989 au nom de COATANTIEC Hervé, un second atelier porcin autorisé le 18 septembre 2003 au nom de GUIGUEN Denis, et l'azote d'un poulailler autorisé le 25 avril 2006 au nom de E.A.R.L.COTILLARD)et d'un élevage de veaux autorisé le 17 mars 2009 au nom de l'E.A.R.L. ROUAULT Marcel, avec transfert, et interne d'un élevage porcin autorisé soit un cheptel de 8412 pl. animaux équivalents réparties sur deux sites "Kerdourien" en POMMERIT JAUDY 5962 pl. animaux équivalents (5500 pl. engraissement et 2310 pl. post sevrage) et "Kerderrien" en TROGUERY 2450 pl. animaux équivalents (soit 127 pl. maternité, 485 pl. gestantes verraterie, 32 pl. quarantaine, 428 pl. engraissement 770 pl. post sevrage), la mise à jour du plan d'épandage et l' actualisation de l'unité de traitement, ainsi que l'aménagement des bâtiments existants avec mise en place des normes bien-être des gestantes à TROGUERY, la construction d'un bâtiment engraissement de 2050 pl. d'un silo tour et d'un local embarquement, l'extension de deux bâtiments existants et la démolition d'un bâtiment vétuste. sur le site de POMMERIT JAUDY.
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur;
- VU les délibérations des conseils municipaux HENGOAT (16 septembre 2008), MINIHY-TREGUIER (25 septembre 2008), PLEUDANIEL (30 septembre 2008), PLEUMEUR GAUTIER (25 juillet 2008), PLOEZAL (25 septembre 2008), POMMERIT JAUDY (21 octobre 2008), POULDOURAN (13 octobre 2008), PRAT (15 octobre 2008), RUNAN (7 octobre 2008), TREDARZEC (6 octobre 2008), et TROGUERY (22 octobre 2008) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 30 juin 2010 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 9 juillet 2010 ?

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du JAUDY ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), et en zone d'actions complémentaires (ZAC), dans le canton de LA ROCHE DERRIEN dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que le dossier présente la restructuration interne et externe de l'élevage porcin suite à la reprise de 4 élevages,

CONSIDERANT les accords favorables de la C.D.O.A. des :

-24 avril 2007 pour la reprise de l'atelier porcin (650 pl. engraissement) autorisé au nom de Denis GUIGUEN ,

-14 décembre 2007 pour la reprise des 1152 pl. engraissement autorisées au nom COATANTIEC Hervé ,

-14 décembre 2007 pour la reprise de l'atelier avicole (50000 volailles) autorisé au nom de l'E.A.R.L COTILLARD ,

et 17 mars 2009 pour la reprise de l'atelier bovin autorisé au nom de l'EARL ROUAULT Marcel, pour 800 veaux de boucherie

CONSIDERANT que le pétitionnaire envisage de cesser l'exploitation des élevages repris sur leurs sites actuels et de transférer l'azote produit par ces derniers sur le site de « Kerdourien », où sera réalisée la construction d'un bâtiment engraissement de 2050 pl., l'extension de deux bâtiments existants, la construction d'un local embarquement et d'un silo tour et la démolition d'un bâtiment vétuste

CONSIDERANT que la restructuration interne des bâtiments sur le site de « Kerderrien » est prévue en vue de la mise aux normes bien-être du cheptel reproducteur,

CONSIDERANT que la totalité des lisiers produits sur les deux sites est de 14889 m³ soit . 64120 UN et 37013 UP205,

CONSIDERANT que 12270 m³ seront traités, il restera 13359 UN et 9320 UP205 qui seront épandues sur les terres en propre du pétitionnaire soit une charge azotée de 113,6 UN/ha,

CONSIDERANT que la charge en phosphore organique sera de 79UP205/ha,

CONSIDERANT que les résidus organiques contenant 14166 UN et 27693 UP205 seront transférés vers la Sté FERTIVAL, pour être exportés dans des cantons où la charge en azote est inférieure à 140UN/ha,

CONSIDERANT que la station de traitement est opérationnelle depuis le mois de juin 2002 et qu'un nouveau réacteur de 1500 m³ va être construit pour s'adapter aux nouveaux besoins,

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphas avec utilisation de phytases pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. LE BOUDER KERDERRIEN** », sise TROGUERY, au lieu-dit « Kerderrien » à exploiter à cette même adresse (section A1 n° 296-297-298-301 et 302) en TROGUERY ainsi qu'en POMMERIT JAUDY au lieu-dit (section ZM N°110-112), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

*** un élevage porcin dont la capacité maximale est de 8412 pl. animaux équivalents, réparties comme suit :**

Site de « Kerderrien » en TROGUERY	Site de "Kerdourien" en POMMERIT JAUDY (*)	Animaux-équivalents (PAE)
127 pl. maternité	0 pl. maternité	soit 381 PAE
485pl. gestantes-verraterie	0 pl. gestantes-verraterie	soit 1455 PAE
770pl. post-sevrage	2310 pl. post-sevrage	soit 616 PAE
428 pl. engraissement	5500pl. engraissement	soit 5928 PAE
32 pl. quarantaine infirmerie	0 pl. quarantaine infirmerie	soit 32 PAE
<i>Total : 1842 animaux soit 2450 pl. animaux équivalents</i>	<i>Total : 7810 animaux soit 5962 pl. animaux équivalents</i>	<i>Total : 8412 pl. animaux-équivalents</i>

(*) plus une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 12 270 m3 de lisier (52 842 kg d'azote) sur 14 889 m3 (64 120 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 2619 m3 (11 278 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut .

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN :

2.1. - *Effectifs* :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser :

- sur le site de " Kerderrien " en TROGUERY : 644 reproducteurs (truies verrats cochettes), 428 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 770 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

- sur le site de " Kerdourien " en POMMERIT JAUDY : 5500 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 2310 porcelets sevrés de moins de 30 kg .

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 600 reproducteurs (truies verrats cochettes).

Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 17 785 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 18 500 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - *Alimentation biphasé et utilisation de phytases :*

2.2.1. - L'alimentation biphasé avec utilisation de phytases , déjà mise en place , sera conservée pour la totalité des porcins présents sur les 2 sites .

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux , présence de phytases). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.3 – *Autres*

Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords des bâtiments d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dès la mise en service des constructions neuves.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

-un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

-un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;

-un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

-un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

-un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - *Une alarme visuelle ou sonore* sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	12 270 m ³	33,6 m ³
NGlobal	52 842 kg	144,7 kg
P2O5	30 503 kg	83,5 kg

sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	2079 Tonnes	5,7 Tonnes
N Global	14 166 kg	38,8 kg
P2O5	27 693 kg	75,8 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	10 407 m ³	28,5 m ³
N Global	2081 kg	5,7 kg
P2O5	2810 kg	7,7 kg

3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;

- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent et devra montrer l'absence de risque sanitaire lors de l'aéro aspersion de ce dernier

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...),

- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 7008 m³.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 84 m²

4.3. - Les boues biologiques seront récupérées dans un décanteur de 120 m³.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 9700 m³.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1500 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté.

Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.

5.1. - L'unité de traitement sera modifiée et la capacité de traitement adaptée avant la mise en place des animaux supplémentaires. La mise en service devra intervenir dès l'arrivée de ces derniers.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 : MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (M.T.D)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AU Puits EXISTANT :

Le puits existant sur la parcelle doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

- un prélèvement d'eau provenant de cet ouvrage est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- la protection en tête du puits doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête du puits ;

- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;

- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;

- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 – RESORPTION

- biphase :	12 321 UN
- éliminé traitement :	36 595 UN
- transfert :	13 026 UN
- cessation :	6 182 UN

ARTICLE 9 - PRESCRIPTION PARTICULIERE CONCERNANT LA REMISE EN ETAT DU SITE:

L'arrêt d'utilisation pour l'élevage d'animaux des ateliers repris sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site de " Kerdourien." en Pommerit Jaudy . Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 10 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 28 février 2000 et la décision susvisée du 30 janvier 2008.ainsi que celle du 20 janvier 2006, celles des 31 août 1993 modifiée le 25 avril 2006 au nom de l'E.A.R.L. COTILLARD , celle du 18 septembre 2003 au nom de GUIGUEN Denis, celle du 18 mai 2000 au nom de l'E.A.R.L. ROUAULT Marcel et celle du 12 juin 1989 au nom de la S.C.A.P.P.DE LE FOEIL.

ARTICLE 11 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 12 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 13-

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de POMMERIT JAUDY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 14 –

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 15 –

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de LANNION, le Maire de POMMERIT JAUDY, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de BERHET , COATSCORN , HENGOAT), MANTALLOT , MINIHY-TREGUIER , PLEUDANIEL, PLEUMEUR GAUTIER , PLOEZAL, POULDOURAN, PRAT, LA ROCHE DERRIEN , RUNAN, TREDARZEC, TREGUIER ,et TROGUERY.

SAINT-BRIEUC, le 31 AOUT 2010

Rémi THUAU